

Les sectes et l'ordre public

Gilbert KLEIN

Sommaire

Préfaces	3
Jean-Claude Portier	3
Jacques Guyard	7
Remerciements	9
Abréviations	11
Introduction	13
Première partie :	
Les sectes confrontées à l'abstention de la puissance publique	39
Chapitre I :	
Un fonctionnement non conforme aux lois de la République ?	43
Section 1	
Un danger pour la personne humaine	44
§ 1. Un fonctionnement interne irrespectueux de l'individu	44
§ 2. L'escroquerie, un délit caractéristique de la secte	52
Section 2	
Les lois de la République et les prescriptions internes des sectes: un conflit récurrent ...	57
§ 1. Les droits de l'Homme, ligne de défense des sectes devant les tribunaux	57
§ 2. Le conflit entre les dogmes sectaires et la loi	75
Chapitre II :	
La résistance du droit public au sectarisme	89
Section 1	
Les pratiques sectaires, des troubles à l'ordre public même en l'absence d'infraction ? ..	90
§ 1. L'obligation de réserve des fonctionnaires, une résistance naturelle	
au sectarisme	90
§ 2. Le juge administratif confronté à l'intérêt de l'enfant et à la notion d'ordre	
public : l'absence de doctrine	110
Section 2	
Le droit administratif et le refus de "l'exception religieuse"	126
Section 3	
D'un début de doctrine de l'Administration à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire	135
§ 1. Une doctrine embryonnaire	135
§ 2. Un pouvoir discrétionnaire qui peut s'exercer à l'encontre du sectarisme	139
- La prévention et l'information du public	140
- Le conventionnement de groupes sectaires	145
Chapitre III :	
La faiblesse des moyens publics contre les dérives sectaires	151
Section 1	
Les hésitations de l'Administration et des tribunaux	152
Section 2	
Les conceptions restrictives de l'ordre public en droit administratif	160
§ 1. Le refus de transfuser, un trouble à l'ordre public? Les Témoins et le fisc	160
§ 2. La liberté de culte	167
§ 3. La liberté de construire des lieux de culte	172
§ 4. La liberté du prosélytisme	181
§ 5. Le droit d'emprunter ou de louer des équipements publics	187
Conclusion de la première partie	195

Seconde partie :

Les sectes confrontées à l'intervention de la puissance publique et à un ordre public libéral .. 197

Chapitre I :

Un ordre public libéral 205

Section 1

Un ordre public régulateur des libertés 208

§ 1. Le respect des droits de l'Homme dans les relations interindividuelles 211

- Le droit européen et international des droits de l'Homme,
un obstacle au sectarisme ? 214

- Les sectes et les violations des droits fondamentaux : le vide juridique 221

§ 2. L'ordre public et l'enfance 223

- La Convention européenne: les prérogatives des parents 223

- La Convention internationale des droits de l'enfant :
vers "l'enfant citoyen"? 225

Section 2

Une limitation à l'autonomie de l'individu 233

§ 1. La dignité humaine, une valeur inaliénable 233

§ 2. La renonciation aux droits de l'Homme 240

Section 3

Les sectes en conflit avec l'ordre public libéral : l'exemple belge 249

§ 1. La Belgique et la Convention européenne des droits de l'Homme 249

§ 2. La Belgique et la Convention internationale des droits de l'enfant 253

Chapitre II :

La transcription de l'ordre public libéral en droit interne 257

Section 1

Les obstacles à l'expression de l'ordre public libéral en droit interne 257

§ 1. La méconnaissance du fait sectaire par la doctrine 258

§ 2. La réticence des Cours régulatrices face à la Convention
internationale des droits de l'enfant 264

Section 2

Les perspectives ouvertes par l'ordre public libéral 274

§ 1. Le refus de soins 275

§ 2. La liberté de conscience confrontée aux droits de l'enfant 281

§ 3. Le droit de la fonction publique et le droit européen des droits de l'Homme 291

§ 4. La protection par l'Administration des droits dans les
rapports entre particuliers 295

- Le droit des associations 296

- Les aides aux associations atteintes de dérives sectaires 298

- L'information du public et la prévention 302

- Le prosélytisme et les pouvoirs de police des maires 306

- Les prêts de salles 313

Conclusion de la seconde partie 325

Conclusions 331

Annexes 337

Drogue-Stop 339

Communications au Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse des
Nations unies et réponses des Autorités françaises 345

Sommaire 349